

FONCTIONNAIRES CHERCHENT leur MINISTÈRE (désespérément)

Syndicat National
FSU-FINANCES
173 rue de
Charenton
75012 Paris

01 43 47 53 95
01 44 50 45 87

FSU-FINANCES
LE
Syndicat
qui colle à
VOS
Problèmes

Inscrivez
vous
à notre
newsletter !

sur
fsufinances.fr



Notre nouveau monarque présidentiel vient de créer le ministère de « l'Action et des Comptes publics », en faisant à la fois disparaître le Ministère de la Fonction Publique, et en rapprochant toujours un peu plus du budget de l'Etat, celui de la Sécurité sociale. LA FSU-FINANCES VOUS EXPLIQUE POURQUOI.

Les nominations, très à droite, du 1er ministre et de ceux qui doivent tenir les « cordons de la bourse » traduisent la volonté d'assurer une politique d'austérité et de démolition des services publics.

L'intitulé de notre nouveau Ministère endosse à lui seul toutes les mauvaises intentions du programme Macron-Philippe.

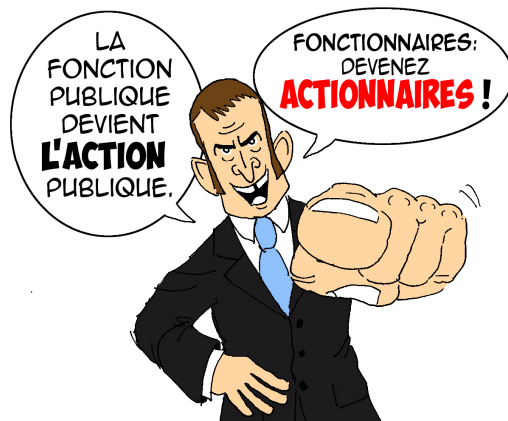
un double objectif caché

Dynamiter la sécurité sociale...

En effet, le nouveau Ministère va englober le Budget et... la Sécurité sociale. Depuis 1992, et la ratification du Traité de Maastricht par la France, il est exigé de réduire « les déficits publics », ce qui concerne « les administrations centrales, les autorités régionales ou locales et les fonds de la Sécurité sociale. » (article 104 C). C'est le

leitmotiv permanent qui justifie vingt-cinq ans d'austérité.

C'EST PLUS FORT QUE LUI...



Voilà pourquoi les « comptes publics » intègrent le budget de la Sécurité sociale. Alors que nous ne cessons de répéter et l'avons démontré à maintes occasions, le budget de la Sécurité sociale financé majoritairement par le salaire différé, n'appartient pas à l'Etat mais aux travailleurs qui cotisent.



Dynamiter la sécurité sociale (suite)

Mais c'est sans compter sur la **non élue Commission européenne** qui vient encore de rappeler ses exigences : « *Au niveau du salaire moyen, les cotisations sociales patronales, en pourcentage du coût total de la main-d'œuvre pour l'employeur, sont les plus élevées de l'UE... Cette situation résulte en partie du fait que la Sécurité sociale est financée par les cotisations patronales, ce qui n'est que partiellement le cas dans d'autres pays* » (rapport sur la France, 22 février 2017).

Hollande avait déjà promis à Bruxelles et au grand patronat « le zéro charge ». Et les exonérations ont atteint des sommets sous sa mandature (le **total cumulé** des exonérations de cotisations patronales depuis 1992 est de **445 milliards** d'euros !)... sans compter le CICE (cf. notre TN 77).

Macron, son fils spirituel enchaîne et rattache la Sécurité sociale au ministère de l'Action et des Comptes publics. Il voudrait parvenir à supprimer le salaire différé, fondement de la Sécurité sociale de 1945 (La FSU-Finances y reviendra dans un prochain tract national). Rappelons une fois de plus que le budget de la Sécurité sociale s'élève à **490 milliards** d'euros (contre **300 milliards** pour les recettes de l'Etat). **Les appétits des spéculateurs de la banque-assurance sont donc aiguisés.**

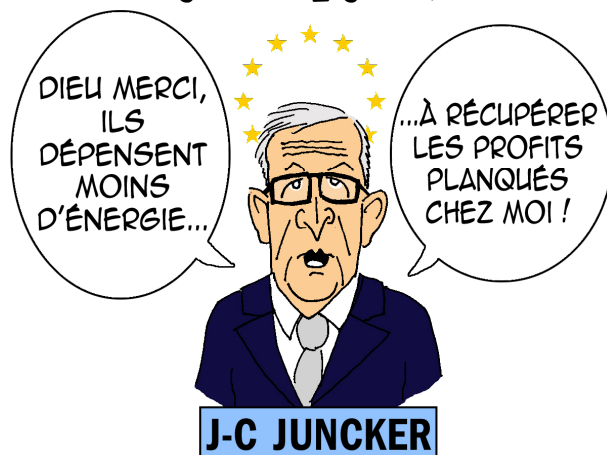
...et supprimer le Ministère de la Fonction publique !

Ce ministère intègre également la fonction publique et la « réforme de l'Etat ».

On s'en souvient, le président de la Commission européenne, **Jean-Claude Juncker**, a ordonné le 8 mai dernier à Emmanuel Macron (sacré le 7 mai au son de « l'hymne » officiel de l'UE) **de réduire la dépense publique** : « *Nous sommes confrontés avec la France à un problème particulier, les Français dépensent trop d'argent et ils dépensent au mauvais endroit* ». Oui, vous avez bien lu, ce sont les Français qui sont trop dépensiers : les millions de

chômeurs, les enfants (un enfant sur quatre vivant dans une famille sous le seuil de pauvreté), les précaires... Et **la sentence vient de l'ancien premier ministre du Luxembourg** qui a fait de son pays l'un des principaux **paradis fiscaux** en Europe continentale en organisant ce que les capitalistes appellent **l'optimisation fiscale** et ce que les citoyens payant leurs impôts sont en droit de considérer comme de la **fraude (cf. l'affaire des LuxLeaks)**.

LES FRANÇAIS DÉPENSENT TROP D'ARGENT !



Neuf jours plus tard, Macron fait disparaître le Ministère de la Fonction publique... en signe d'aveu et de confirmation qu'il compte bien **supprimer en cinq ans entre 120 000 et 150 000 postes de fonctionnaires** (plus que sous Sarkozy, et sa funeste RGPP!). Et qu'il souhaite **mettre un terme au statut de fonctionnaire qui lie les trois fonctions publiques (État, territoriale et hospitalière) en annulant le point d'indice unique.**

Mais la **Fonction publique**, ce sont les services publics d'État, territoriaux ou hospitaliers qui ne peuvent exister sans les 5,4 millions d'agents publics dotés d'un statut général et de statuts particuliers pour **assurer l'égalité républicaine sur tout le territoire dans tous les droits : instruction, santé, transports...**

Pour défendre notre Sécurité sociale et notre Fonction publique, la FSU-FINANCES sera intransigente et ne lâchera RIEN !